

N° 4985

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

---

## PROJET DE LOI

relatif aux chiens

\* \* \*

(Dépôt: le 4.7.2002)

### SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (31.5.2002) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2
3) Exposé des motifs.....	7
4) Commentaire des articles .....	10

\*

### ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi relatif aux chiens.

Palais de Luxembourg, le 31 mai 2002

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture et du Développement rural,*

Fernand BODEN

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

### Chapitre 1er.– Règles générales applicables à tous les chiens

**Art. 1er.**– Tout chien doit faire l’objet d’une identification électronique dans les cinq mois qui suivent sa naissance. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement seront enregistrées dans une banque de données informatisée. Le procédé de l’identification électronique est déterminé par règlement grand-ducal.

**Art. 2.**– Tout chien circulant sur la voie publique, dans les locaux ouverts au public, dans les lieux publics, dans les transports en commun et dans les parties communes des immeubles collectifs doit être pourvu d’un collier et doit être tenu en laisse.

**Art. 3.**– Tout chien doit être déclaré par la personne physique ou morale qui en a la détention à l’administration communale de la commune sur le territoire de laquelle il est tenu. La déclaration du chien est à faire en deux étapes:

1. une déclaration provisoire est à faire, contre récépissé, dans les quinze jours ouvrables qui suivent la naissance du chien, sur un formulaire fourni par l’administration communale;
2. une déclaration définitive est à faire, contre récépissé, dans les cinq mois qui suivent la naissance du chien. A cet effet, le détenteur du chien doit remettre à l’administration communale:
  - un certificat, délivré par un vétérinaire agréé, attestant l’identification de la race et l’identification électronique du chien ainsi que sa vaccination antirabique en cours de validité;
  - le récépissé de la déclaration provisoire.

Tout détenteur d’un chien doit satisfaire en permanence aux conditions fixées par cet article et doit pouvoir montrer à tout moment le récépissé aux agents chargés du contrôle de la présente loi.

**Art. 4.**– (1) En cas de changement de résidence du détenteur du chien, sans préjudice des dispositions prévues à l’article 3, le détenteur est tenu d’en faire la déclaration à la nouvelle administration communale dans le délai de huit jours sur un formulaire fourni par celle-ci. La déclaration doit être accompagnée soit du récépissé prévu à l’article 3 point 1, soit de celui prévu à l’article 3 point 2. L’administration communale délivre au détenteur un nouveau récépissé et en informe l’administration communale de provenance.

(2) En cas de changement du détenteur du chien:

- lorsque le nouveau détenteur réside dans la même commune, sans préjudice des dispositions prévues à l’article 3, il est tenu d’en faire la déclaration à l’administration communale dans le délai de huit jours sur un formulaire fourni par celle-ci. La déclaration doit être accompagnée soit du récépissé prévu à l’article 3 point 1 soit de celui prévu à l’article 3 point 2. L’administration communale délivre au nouveau détenteur un nouveau récépissé;
- lorsque le nouveau détenteur réside dans une autre commune, sans préjudice des dispositions prévues à l’article 3, il est tenu d’en faire la déclaration à l’administration communale de sa résidence dans le délai de huit jours sur un formulaire fourni par celle-ci. La déclaration doit être accompagnée soit du récépissé prévu à l’article 3 point 1, soit de celui prévu à l’article 3 point 2. L’administration communale délivre au nouveau détenteur un nouveau récépissé et en informe l’administration communale de provenance.

**Art. 5.**– En cas de décès ou de perte, pour un motif quelconque, d’un chien, le détenteur est tenu d’en faire la déclaration à l’administration communale dans le délai de huit jours.

**Art. 6.**– Il est perçu dans toutes les communes une taxe annuelle sur les chiens, cette taxe ayant le caractère d’un impôt. A cette fin et aux fins du contrôle de la validité de la vaccination antirabique en cours, une déclaration est à faire, le 15 octobre de chaque année, sur un formulaire délivré par l’administration communale.

Le montant de la taxe annuelle sera de 10 euros au moins. Le montant de la taxe et les modalités de son recouvrement seront fixés par chaque conseil communal conformément aux dispositions de la loi communale.

**Art. 7.**— Le décès ou la perte, pour un motif quelconque, d'un chien déclaré ne donnera lieu à aucune remise ou modération de la taxe.

Les détenteurs de chiens qui, venant s'établir dans une commune, justifieront avoir payé la taxe dans la commune qu'ils quittent, ne seront imposés dans la nouvelle commune de résidence qu'à partir du 1er janvier de l'année suivant le changement de résidence.

**Art. 8.**— Sont exempts de la taxe annuelle sur les chiens:

- a) les chiens qui servent de guide aux aveugles;
- b) les chiens de la police grand-ducale, les chiens de l'armée, les chiens des douanes ainsi que les chiens de sauvetage;
- c) les jeunes chiens aussi longtemps qu'ils sont nourris par la mère et au maximum jusqu'à l'âge de trois mois.

**Art. 9.**— Pour tout chien qui est susceptible de présenter un danger pour les personnes, le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires, désigné dans la présente loi par les termes „le ministre“, peut prescrire au détenteur de ce chien des mesures à prendre pour prévenir le danger.

Toute personne qui estime qu'un chien présente un danger à son égard fait une déclaration écrite et dûment signée auprès de l'administration communale, sur un formulaire établi par l'Administration des services vétérinaires et mis à la disposition par l'administration communale. Si le bourgmestre estime bien fondée la déclaration, il la transmet au directeur de l'Administration des services vétérinaires. Celui-ci charge un vétérinaire-inspecteur ou un vétérinaire agréé d'une visite des lieux et émet un avis au ministre.

Le ministre peut notamment prescrire que le chien doit être attaché, muselé et/ou qu'il doit participer à des cours de dressage, tels que prévus à l'article 15.

La décision du ministre est notifiée au détenteur du chien. Copie en est transmise à l'administration communale de résidence du chien et à la police grand-ducale. L'administration communale délivre dans les huit jours de la réception de la décision ministérielle, après remise de l'ancien récépissé, un nouveau récépissé au détenteur du chien faisant état de la décision ministérielle.

## **Chapitre 2.— Règles particulières concernant les chiens susceptibles d'être dangereux**

**Art. 10.**— Les dispositions suivantes s'appliquent en outre à deux catégories de types de chiens susceptibles d'être dangereux:

- première catégorie: les chiens d'attaque,
- deuxième catégorie: les chiens de garde et de défense.

Un règlement grand-ducal établit la liste des types de chiens relevant de chacune de ces catégories.

**Art. 11.**— Ne peuvent être détenteurs des chiens mentionnés à l'article 10:

- les personnes âgées de moins de dix-huit ans;
- les majeurs en tutelle à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le juge des tutelles;
- les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin No 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent délivré par les autorités compétentes du pays d'origine.

**Art. 12.**— Les chiens mentionnés à l'article 10 doivent être déclarés selon la procédure prévue au chapitre 1er de la présente loi.

- (1) Pour obtenir un récépissé, il y a lieu de joindre à la déclaration définitive, prévue à l'article 3 point 2, une pièce attestant qu'un contrat d'assurance a été conclu avec une société agréée au G.-D. de Luxembourg pour garantir la responsabilité civile du détenteur du chien pour les dommages causés aux tiers par l'animal. Le récépissé est valable jusqu'à l'âge de 12 mois du chien.
- (2) Pour obtenir le récépissé définitif, il y a lieu de compléter la déclaration définitive avant l'âge de 12 mois du chien:

- par un diplôme attestant la réussite à des cours de dressage, tels que prévus à l'article 15;
- par un certificat vétérinaire indiquant la date de stérilisation des chiens de la première catégorie de l'article 10.

Tout détenteur d'un chien mentionné à l'article 10 doit satisfaire en permanence aux conditions fixées par cet article et doit pouvoir montrer à tout moment le récépissé aux agents chargés du contrôle de la présente loi.

**Art. 13.**– Dans la déclaration du 15 octobre, prévue à l'article 6, le détenteur doit en plus certifier, pour les chiens prévus à l'article 10, qu'il dispose:

- d'un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers par l'animal;
- d'un diplôme attestant la réussite à des cours de dressage, tels que prévus à l'article 15;
- d'un certificat vétérinaire indiquant la date de stérilisation des chiens de la première catégorie de l'article 10.

**Art. 14.**– L'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux, l'importation et l'introduction sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg des chiens de la première catégorie mentionnée à l'article 10 sont interdites.

Une dérogation est prévue pour toute cession à titre gratuit de tout chien déclaré auprès d'une administration communale luxembourgeoise à une association oeuvrant dans le domaine de la protection des animaux et agréée par le ministre dans le cadre de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux.

**Art. 15.**– (1) Les chiens mentionnés à l'article 10 doivent suivre des cours de dressage. Ces cours sont organisés par une association ou une organisation agréée par le ministre. Les conditions et modalités d'agrément sont fixées par règlement grand-ducal. L'agrément, assorti le cas échéant d'obligations, est délivré par le ministre pour un terme de cinq ans et est renouvelable pour un même terme. Il peut être retiré si l'association ou l'organisation ne se conforme pas aux dispositions légales ou si elle ne respecte pas les obligations fixées par l'agrément.

(2) Le programme des cours est fixé par règlement grand-ducal. Les associations ou organisations qui désirent organiser de tels cours doivent présenter, aux fins d'approbation, un programme détaillé au ministre.

(3) La réussite aux cours de dressage est sanctionnée par un diplôme. Le contenu et les conditions d'obtention de ce diplôme sont fixés par règlement grand-ducal. Ce diplôme est valable trois ans et est renouvelable pour un même terme.

**Art. 16.**– (1) Les chiens de la première catégorie prévue à l'article 10 ne peuvent accéder aux transports en commun, aux locaux ouverts au public et aux lieux publics à l'exception des bois. Leur stationnement dans les parties communes des immeubles collectifs est interdit.

Sur la voie publique, dans les bois et dans les parties communes des immeubles collectifs, ils doivent être tenus en laisse par une personne non exclue par l'article 11 et être muselés à moins que le diplôme attestant la réussite à des cours de dressage, prévu à l'article 15, ne dispense expressément de cette dernière condition.

(2) Les chiens de la deuxième catégorie prévue à l'article 10 doivent être tenus en laisse par une personne non exclue par l'article 11, et être muselés, à moins que le diplôme attestant la réussite à des cours de dressage, prévu à l'article 15, ne les dispense expressément de cette dernière obligation, sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs, dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.

**Art. 17.**– Seules les personnes détenant un certificat de dressage sont autorisées à exercer l'activité de dressage des chiens. Les conditions et modalités de demande et de délivrance du certificat sont fixées par règlement grand-ducal. Le certificat, assorti le cas échéant d'obligations, est délivré par le ministre

pour un terme de cinq ans et est renouvelable pour un même terme. Il peut être retiré si la personne ne se conforme pas aux dispositions légales ou si elle ne respecte pas les obligations fixées par le certificat.

**Art. 18.**– (1) Le dressage des chiens au mordant ne peut être pratiqué que:

- dans le cadre de l’entraînement et des épreuves de travail organisées par une association ou une organisation prévue à l’article 15;
- dans le cadre de l’entraînement des chiens utilisés dans les activités de sauvetage, de gardiennage, de surveillance et de transports de fonds. Il ne peut en outre qu’être pratiqué pendant l’entraînement des chiens utilisés par les services et unités de la police grand-ducale, de l’armée et des douanes. Les séances sont organisées au sein des entreprises qui exercent ces activités ou au sein des services et unités prévues dans ce paragraphe ou sous le contrôle d’une association ou d’une organisation prévue à l’article 15.

(2) Seules les personnes détenant, en plus du certificat de dressage, un certificat de capacité sont autorisées à exercer l’activité de dressage des chiens au mordant et à acquérir et utiliser des objets et des matériels destinés à ce dressage. Les conditions et modalités de demande et de délivrance du certificat de capacité sont fixées par règlement grand-ducal. Le certificat de capacité, assorti le cas échéant d’obligations, est délivré par le ministre pour un terme de cinq ans et est renouvelable pour un même terme. Il peut être retiré si la personne ne se conforme pas aux dispositions légales ou si elle ne respecte pas les obligations fixées par le certificat.

(3) L’acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux, ainsi que l’utilisation par des personnes non titulaires du certificat de capacité, d’objets et de matériels destinés au dressage au mordant sont interdites. En cas d’acquisition, le certificat de capacité doit être présenté au vendeur ou au cédant avant toute cession. Celle-ci est alors inscrite sur un registre spécial tenu par le vendeur ou le cédant et mis à la disposition des autorités chargées du contrôle de la présente loi quand elles le demandent. Le registre doit contenir au moins les renseignements suivants: la nature de l’objet ou du matériel, la quantité acquise, la date d’acquisition ou de cession, le nom, prénom et adresse de l’acquéreur ou du cédant.

**Art. 19.**– Les dispositions de l’article 16 ne s’appliquent pas aux chiens utilisés

- dans le cadre de l’entraînement et des épreuves de travail organisées par une association ou une organisation prévue à l’article 15;
- pendant l’entraînement et pendant le service dans le cadre des activités de sauvetage, de gardiennage, de surveillance et de transports de fonds. Elles ne s’appliquent non plus aux chiens utilisés pendant le service et pendant l’entraînement par la police grand-ducale, l’armée et les douanes.

**Art. 20.**– En cas de perte d’un chien prévu à l’article 10, le détenteur du chien doit immédiatement prévenir la police grand-ducale.

### **Chapitre 3.– Dispositions pénales et constatation des infractions**

**Art. 21.**– Les infractions à la présente loi et à ses règlements d’exécution sont punies d’un emprisonnement de huit jours à deux ans et d’une amende de 251 euros à 20.000 euros ou d’une de ces peines seulement.

En cas de récidive dans les deux ans, les peines prévues à l’alinéa 1<sup>er</sup> du présent article peuvent être portées au double.

En cas d’infraction à la présente loi ou à ses règlements le tribunal peut en plus prononcer:

- une interdiction de tenir des animaux d’une durée de trois mois à quinze ans. Cette interdiction de tenir des animaux produit ses effets à partir du jour où elle a acquis l’autorité de la chose jugée;
- la participation du chien à des cours de dressage;
- la stérilisation du chien. Cette décision produit ses effets à partir du jour où elle a acquis l’autorité de la chose jugée;
- la confiscation du chien et sa mise en fourrière ou sa remise à une association agréée tel que prévue à l’article 14. Cette décision produit ses effets à partir du jour où elle a acquis l’autorité de la chose jugée;

- la confiscation et l’euthanasie du chien. Cette décision peut être exécutée à partir du jour où elle a acquis l’autorité de la chose jugée.

Les frais occasionnés par ces mesures sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort.

Ces peines peuvent également être prononcées contre des mineurs ayant atteint l’âge de 16 ans lorsqu’ils comparaissent devant le tribunal de la jeunesse.

**Art. 22.**– Les officiers de police judiciaire, les agents de la police grand-ducale et de l’administration des douanes et accises, de l’administration des eaux et forêts et de l’administration des services vétérinaires sont habilités:

- à constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu’à preuve du contraire les infractions aux dispositions de la présente loi et des règlements pris en exécution,
- à saisir les chiens qui font l’objet et à les mettre en fourrière ou les remettre à une association agréée tel que prévue à l’article 14,
- à accéder, entre le lever et le coucher du soleil, à tous les fonds bâtis ou non, pour autant qu’ils ne servent pas à l’habitation humaine.

En cas d’urgence et sur autorisation du procureur d’Etat, ils sont habilités à saisir les chiens qui font l’objet et à faire procéder à leur stérilisation ou euthanasie.

Les frais occasionnés par ces mesures sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort.

**Art. 23.**– Les agents de l’administration des services vétérinaires ont la qualité d’officiers de police judiciaire. Leur compétence s’étend à tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En tant qu’officiers de police judiciaire ils sont placés sous la surveillance du procureur général d’Etat.

Avant d’entrer en fonction, ils prêtent devant le tribunal d’arrondissement de leur domicile siégeant en matière civile, le serment suivant:

„Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.“

L’article 458 du code pénal est applicable.

**Art. 24.**– Chaque commune doit disposer soit d’une fourrière communale apte à l’accueil des chiens saisis en exécution de la présente loi, soit du service d’une fourrière établie sur le territoire d’une autre commune, avec l’accord de cette commune. Chaque fourrière doit avoir une capacité adaptée aux besoins de chacune des communes pour lesquelles elle assure le service d’accueil des chiens en application de la présente loi.

#### **Chapitre 4.– Dispositions communes**

**Art. 25.**– Les modèles des déclarations, des certificats vétérinaires et des récépissés prévus à la présente loi seront déterminés par règlement grand-ducal.

#### **Chapitre 5.– Dispositions transitoires**

**Art. 26.**– Les détenteurs de chiens âgés de plus de cinq mois doivent se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai de trois mois à partir de l’entrée en vigueur de la présente loi. Ce délai est de neuf mois en ce qui concerne la condition de disposer d’un diplôme attestant la réussite à des cours de dressage, condition prévue à l’article 15.

#### **Chapitre 6.– Dispositions abrogatoires**

**Art. 27.**– Le règlement du 6 juillet 1838 de la taxe sur les chiens, approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1838, est abrogé.

## EXPOSE DES MOTIFS

Dans notre société, le rôle social des animaux de compagnie est devenu de plus en plus important. Le fait qu'un foyer sur deux en moyenne possède au moins un chat ou un chien le prouve à l'évidence. Cet engouement pour les animaux de compagnie, qui entraîne le développement notoire de certains secteurs de l'activité économique, s'accompagne de problèmes spécifiques.

Suite aux accidents graves causés en l'an 2000 dans nos pays voisins par des chiens dangereux, le Conseil de Gouvernement, lors de sa réunion du 30 juin 2000, a chargé les départements ministériels de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Justice à élaborer un projet de loi qui contient:

- l'interdiction de la détention, de l'élevage, du dressage, de la cession, de l'importation des chiens d'attaques,
- pour les chiens de garde et de défense les restrictions suivantes: autorisation de circulation à condition d'être tenus en laisse par une personne adulte et de porter une muselière.

Le présent projet de loi se propose d'introduire en plus des mesures générales applicables à tous les chiens, mesures qui concernent entre autres l'identification ainsi que les taxes sur les chiens.

Le présent projet de loi se compose de trois chapitres principaux:

- des dispositions générales applicables à tous les chiens,
- des dispositions particulières applicables aux chiens susceptibles d'être dangereux,
- des dispositions pénales.

Avant d'étudier les différents articles du texte, il apparaît nécessaire de décrire brièvement la situation existante pour analyser ensuite les raisons qui justifient une évolution de la législation en vigueur et pour décrire finalement les objectifs visés par le présent projet de loi.

### I. Le droit existant

#### a) la législation applicable aux chiens

En ce qui concerne la législation particulière qui traite des chiens, nous disposons actuellement:

- en matière de protection des chiens: de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux et du règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux de compagnie,
- en matière de vaccination antirabique des chiens: du règlement ministériel du 28 janvier 1985 déterminant les mesures nécessaires pour parer à la propagation de la rage et conditionnant la circulation, l'importation et l'exportation des chiens et des chats,
- en matière de taxe communale pour les chiens: du règlement du 6 juillet 1838 de la taxe sur les chiens, approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1838.

#### b) la législation applicable en cas de dommage causé par un chien

Si un chien cause un dommage à une personne, le détenteur du chien peut être:

- poursuivi pénalement. En effet, le code pénal prévoit deux infractions: l'excitation d'animaux et la divagation, pour lesquelles un détenteur de chien peut être condamné. L'excitation d'animaux est sanctionnée par l'article 556 3° du Code pénal: „Seront punis ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage.“ La divagation est sanctionnée par l'article 556 2° du Code pénal: „Seront punis ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces.“

On peut encore préciser que, suivant la nature du dommage, ces incriminations spéciales sont complétées par d'autres dispositions de droit pénal général (homicide, attaque à main armée, coups et blessures ...),

- déclaré civilement responsable. En effet, les propriétaires sont responsables des actes de leur animal et doivent par conséquent prendre les mesures nécessaires pour éviter les dommages causés aux tiers ou à la collectivité.



L'article 1385 du code civil indique que „le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est en son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé“. Le propriétaire ou le gardien ne peut s'exonérer de la présomption de responsabilité qui pèse sur eux qu'en apportant la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, d'une cause étrangère ou d'une faute de la victime ayant ce caractère.

Le régime de la responsabilité du fait de l'animal est calqué sur celui de la responsabilité du fait des choses, une présomption de faute reposant sur le propriétaire (article 1382 du code civil).

Il est à noter que les contrats d'assurance „responsabilité civile“ couvrent en principe les dommages causés aux tiers par les animaux domestiques.

## **II. Une législation qui s'avère aujourd'hui lacunaire face au problème de société que constitue le développement des animaux de compagnie**

### ***a) multiplication du nombre de chiens et notamment des chiens susceptibles d'être dangereux***

L'animal de compagnie acquiert de plus en plus d'importance dans notre société. Comme on l'a décrit précédemment, de nombreuses dispositions répressives et préventives existent actuellement concernant les chiens. Or, ces dispositions s'avèrent insuffisantes face à la multiplication des chiens et au comportement de certaines personnes, pour qui le chien n'est plus un animal de compagnie mais un instrument de défense ou un signe extérieur de puissance.

En effet, les chiens susceptibles d'être dangereux se multiplient depuis le début des années 1990 et peuvent mettre sérieusement en question la sécurité des personnes. Une catégorie de ces chiens sont les chiens dits d'attaque, qui sont dressés pour être agressifs. Ces chiens sont dangereux par leurs caractéristiques psychologiques et physiques: les blessures qu'ils causent sont particulièrement graves et peuvent entraîner la mort. On les qualifie de molossoïdes, hybrides de terrier et de molosses.

Il est important de souligner que les agressions et les menaces permanentes d'agression ont conduit à aggraver fortement le sentiment d'insécurité des personnes.

Le plus connu et le plus répandu des chiens agressifs est sans conteste le pitbull, mais d'autres espèces sont également concernées: American staffordshire terriers, Mastiff ... etc. De nombreuses caractéristiques morphologiques et comportementales distinguent ces chiens de leurs congénères. A titre d'exemple, le chien de type pitbull, issu de plusieurs croisements, présente à la fois une puissance exceptionnelle à la mâchoire (de 500 kilos), une grande résistance à la douleur et une agressivité accrue à l'égard des autres chiens. Il présente souvent la caractéristique de ne pas répondre à l'ordre de lâcher sa proie, même lorsque cet ordre est donné par son maître. Ce chien est en fait devenu une mode, une source de revenus faciles et importants, un moyen d'intimidation et une arme par destination.

Plusieurs types de personnes s'intéressent à ces chiens.

Le premier type à s'intéresser à ces chiens sont incontestablement les délinquants, en particulier les trafiquants et revendeurs de drogues. Ils utilisent ces chiens pour se protéger contre les „descentes“ ainsi que pour agresser volontairement d'autres personnes. Chez ces individus, le chien est exclusivement une arme qu'il est possible de remplacer par une autre lorsque la situation l'exige. Bien qu'en nombre limité, ces délinquants constituent le danger le plus réel qu'il faut combattre sans aucune concession.

Un deuxième type est représenté par les jeunes des quartiers sensibles, eux-mêmes peu socialisés, risquant pour une bonne part de devenir délinquants. Ces jeunes ont d'abord un chien par effet de mode. L'acquisition d'un chien donne incontestablement à un jeune une importance accrue dans le groupe dont il fait partie. Les risques d'agression volontaire sont moins probables qu'avec les délinquants, mais ils existent quand même. Par contre, les menaces ou une attitude comprise comme menaçante par les autres personnes sont fréquentes. Les risques d'accidents sont plus probables parce qu'ils ont acquis le plus souvent un chien dissocialisé (élevé le plus fréquemment dans les caves) et qu'ils n'ont pas de compétences pour élever correctement leur chien. Ils sont souvent dominés par celui-ci.

Le troisième type est caractérisé par des familles ne présentant pas de dissocialisation, mais vivant au contact de ces jeunes. L'effet de mode joue actuellement à plein. Leur chien présente plus rarement une agressivité anormale. Cependant, cela n'empêche pas que des accidents se produisent. Ceux-ci sont mis en vedette par la presse en raison de leur gravité. Ce type d'accidents est particulièrement fréquent avec tous les types de chiens.



### **b) des moyens juridiques insuffisants**

Les communes ont essayé de répondre au phénomène de multiplication des chiens et notamment des chiens susceptibles d'être dangereux, phénomène qui peut mettre en question la sécurité des personnes.

En effet, suivant leur nature, les risques de troubles ou les troubles réels à l'ordre public ouvrent aux communes la possibilité de prendre une réglementation communale, mais dans un cadre qui reste cependant limité.

Les communes ont donc adopté, sur base d'un règlement communal type, une réglementation spécifique sur les chiens. Ce règlement-type prévoit notamment que:

- tous les chiens doivent être déclarés à l'administration communale avec l'indication de la race par le détenteur du chien,
- tous les chiens circulant sur la voie publique doivent être tenus en laisse,
- les chiens dangereux ne doivent accéder aux lieux publics, aux locaux ouverts au public et aux transports en commun que s'ils sont accompagnés d'une personne majeure, tenus en laisse et munis d'une muselière. Au sens du règlement, sont considérés comme chiens dangereux d'une part, les chiens de garde et de défense des races: Staffordshire Terrier, Tosa, Rottweiler ... etc. et d'autre part, les chiens d'attaque, à savoir les chiens non inscrits à un livre généalogique et assimilables par leurs caractéristiques à la race Staffordshire Terrier (Pit-bulls), Mastiff (Boerbulls) ou Tosa.

Or, il y a lieu de souligner que les communes, au niveau des sanctions ne peuvent prononcer que des peines de police.

## **III. Les objectifs poursuivis par le projet de loi**

Le projet de loi poursuit plusieurs objectifs:

### **a) pour tous les chiens**

- introduction de l'identification obligatoire pour tous les chiens détenus sur le territoire luxembourgeois,
- mise en place d'un ensemble d'obligations pour la détention d'un chien: déclaration à l'administration communale avec identification de la race, vaccination antirabique ... etc,
- tenue du chien en laisse s'il circule sur la voie publique, dans les locaux ouverts au public, dans les lieux publics, dans les transports en commun et dans les parties communes des immeubles collectifs,
- paiement d'une taxe annuelle d'un montant de 10 euros au moins,
- possibilité pour un chien qui est déclaré dangereux de contraindre son détenteur de l'attacher, de le museler et/ou à lui faire suivre des cours de dressage,

### **b) pour les chiens susceptibles d'être dangereux**

- création de deux catégories de chiens susceptibles d'être dangereux: les chiens d'attaque d'une part et, les chiens de garde et de défense d'autre part,
- mise en place d'un ensemble d'obligations supplémentaires pour la détention de ces chiens, afin de responsabiliser leurs détenteurs:
  - réussite du chien à des cours de dressage,
  - stérilisation obligatoire des chiens d'attaque,
  - conclusion d'un contrat d'assurance pour garantir la responsabilité civile,
  - être une personne majeure et ne pas être condamné pour crime ou à une peine d'emprisonnement,
- interdiction d'acquisition, de cession, d'importation et d'introduction des chiens d'attaque sur le territoire luxembourgeois afin de pouvoir assurer leur disparition progressive,
- restreindre la liberté de circulation des chiens potentiellement dangereux, afin d'éviter les accidents,
- limiter le dressage des chiens au mordant à certaines activités et aux titulaires d'un certificat de capacité,

c) *sanctions pénales*

- prévoir un dispositif pénal complet et plus répressif afin de pouvoir garantir la bonne exécution de la présente loi,
- nécessité d'instaurer un service de fourrière au niveau communal ou intercommunal pour permettre d'accueillir les chiens saisis en exécution de la présente loi.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### **Chapitre 1er.– Règles générales applicables à tous les chiens**

*Article 1.–*

Cet article instaure une identification électronique obligatoire pour tout chien résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Cette identification doit intervenir dans les cinq mois suivant la naissance du chien et consiste en l'insertion d'une puce électronique sous sa peau. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement sont enregistrées dans une banque de données informatisée. L'identification est nécessaire afin de pouvoir assurer le contrôle de la présente loi et permet de reconnaître plus facilement un animal perdu ou errant.

*Article 2.–*

Cet article introduit une obligation pour tout chien d'être tenu en laisse s'il circule:

- sur la voie publique, par exemple: les trottoirs, les places publiques, les chemins pour piétons etc.,
- dans les locaux ouverts au public, par exemple: les postes, les banques, les cafés, les restaurants etc.,
- dans les lieux publics, par exemple: les jardins publics, les bois, les cimetières, les gares, les parkings etc.,
- dans les transports en commun, par exemple: les bus, les trains etc.,
- dans les parties communes des immeubles collectifs.

*Article 3.–*

Toute détention de chien est soumise au dépôt d'une déclaration à l'administration communale de résidence du détenteur du chien.

Une première déclaration est à faire, dans les quinze jours suivant la naissance du chien. Elle contient les informations suivantes: les nom et prénom du détenteur et la date de naissance du chien. Elle a pour but d'informer l'administration communale des chiens qui sont nés sur son territoire.

Suite à cette déclaration, le détenteur du chien reçoit un récépissé provisoire. Ce récépissé est valable jusqu'à un délai maximum de cinq mois suite à la naissance du chien.

Durant cette période de cinq mois, le détenteur du chien doit faire une déclaration définitive à l'administration communale. Cette déclaration consiste en la remise d'un certificat vétérinaire et du récépissé de la déclaration provisoire.

La forme du certificat vétérinaire pour la déclaration définitive a été choisie afin qu'un médecin vétérinaire définisse le type, le sexe, la couleur et le poil du chien. En outre, le médecin vétérinaire doit procéder à l'identification électronique du chien et à sa vaccination antirabique.

Après la déclaration définitive, le détenteur du chien obtient un récépissé définitif.

Afin de pouvoir garantir le respect de la présente loi, le détenteur d'un chien doit pouvoir montrer à tout moment aux agents chargés du contrôle de la présente loi son récépissé.

Il y a lieu de noter que les récépissés sont d'une couleur différente afin de faciliter le travail des agents chargés du contrôle.

*Article 4.–*

Cet article traite de la procédure à suivre en cas de changement de résidence du détenteur du chien et/ou en cas de changement du détenteur du chien.

Ce changement est à déclarer dans les huit jours à l'administration communale et le récépissé provisoire ou définitif doit y être remis. L'administration communale se charge de délivrer un nouveau récépissé.

*Article 5.–*

Tout perte ou décès d'un chien doit être signalé à l'administration communale dans les huit jours afin que celle-ci est informée sur la situation des chiens résidant sur son territoire.

*Article 6.–*

Le principe que toute commune doit prélever une taxe annuelle pour tout chien était prévu dans le règlement du 6 juillet 1838 de la taxe sur les chiens. Le montant minimal de la taxe est adapté dans le présent projet de loi et est fixé à 10 euros au moins.

*Article 7.–*

Aucune remise ou modération de la taxe n'est possible en cas de décès ou de perte d'un chien.

*Article 8.–*

La liste des catégories des chiens qui sont exempts de la taxe annuelle sur les chiens a été adaptée par rapport à celle prévue dans le règlement du 6 juillet 1838 de la taxe sur les chiens.

*Article 9.–*

Cet article introduit les mesures spécifiques qui peuvent être appliquées si un chien est déclaré dangereux.

En effet, si une personne se sent menacée par un chien, elle doit faire une déclaration écrite auprès de l'administration communale. Le bourgmestre est alors chargée d'évaluer le bien-fondé de la déclaration et de la transmettre le cas échéant au directeur de l'Administration des services vétérinaires. Ce dernier envoie un vétérinaire-inspecteur ou un vétérinaire agréé sur place afin de juger sur la réalité de la situation décrite dans la déclaration.

Cette procédure écrite, qui se déroule en deux phases, a été instaurée afin d'éviter tout abus de la part des personnes se sentant menacées. En effet, un appel téléphonique anonyme est insuffisant, il faut que la personne menacée par un chien se rende à l'administration communale. Il est prévu que le bourgmestre apprécie dans une première phase le bien-fondé de la déclaration.

En effet, dans une commune, le bourgmestre possède des pouvoirs qui lui sont propres. En particulier, il est chargé de la police administrative. A ce titre, il doit assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publiques.

Par ailleurs, le bourgmestre, qui est proche de ces concitoyens et confronté quotidiennement aux problèmes qui se posent dans la commune, se charge de garantir la meilleure qualité de vie possible à ces concitoyens.

Au vu de ces données, le bourgmestre est la personne la mieux informée et la mieux placée pour pouvoir apprécier dans une première phase le bien-fondé de la déclaration. Au cas où le bourgmestre ne peut pas remédier à la situation qui se présente, il transmet la déclaration au directeur de l'Administration des services vétérinaires.

Dans une deuxième phase, le directeur de l'Administration des services vétérinaires envoie un médecin vétérinaire sur place. Si ce dernier estime que le chien présente un danger, le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires peut notamment prescrire que le chien doit être attaché, muselé et/ou participer à des cours de dressage.

La décision ministérielle est notifiée au détenteur du chien et une copie en est transmise à l'administration communale et à la police grand-ducale pour information.

L'administration communale se charge de reprendre l'ancien récépissé et de délivrer au détenteur du chien un nouveau récépissé. Ainsi, du fait que le nouveau récépissé fait état de la décision ministérielle et est de couleur différente, les agents chargés du contrôle peuvent facilement identifier les chiens déclarés dangereux.

## **Chapitre 2.– Règles particulières concernant les chiens susceptibles d'être dangereux**

### *Article 10.–*

Deux catégories de chiens susceptibles d'être dangereux qui nécessitent des mesures particulières sont créées. Les deux catégories sont les chiens d'attaque, à savoir les chiens issus de croisements de différentes races, chiens qui posent davantage de problèmes d'agressivité et les chiens de garde et de défense qui sont les chiens de race. Dans la catégorie des chiens d'attaque sont notamment visés les pit-bulls. Dans l'autre catégorie sont prévus notamment les chiens des races Staffordshire terrier, Rottweiler et Tosa.

Cette définition de catégories répond à un souci de regrouper des chiens pouvant poser des problèmes de sécurité sensiblement différents mais tous susceptibles de présenter des dangers en raison de leur type morphologique et comportemental.

Le fait de prévoir qu'un règlement grand-ducal fixe la liste des types des chiens garantit la souplesse nécessaire au champ d'application des mesures. Si un genre défini de chien se développe et pose des problèmes spécifiques de sécurité, il sera plus facile de modifier cette liste.

### *Article 11.–*

Cet article énumère la liste des personnes qui ne peuvent pas détenir les chiens d'attaque et les chiens de garde et de défense.

Il s'agit d'abord des personnes qui risquent de ne pas pouvoir maîtriser les chiens susceptibles d'être dangereux:

- les mineurs,
- les majeurs en tutelle sauf autorisation du juge des tutelles.

Sont concernés ensuite par cette interdiction les personnes ayant des antécédents pénaux, à savoir celles condamnées pour crime ou délit.

### *Article 12.–*

Cet article autorise toute personne ne faisant pas partie des catégories mentionnées à l'article 11, à détenir un chien de la première ou de la deuxième catégorie. Néanmoins, cette détention est soumise à la déclaration telle que décrite à l'article 3. De plus, le détenteur doit être en possession d'un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile du détenteur du chien pour les dommages causés aux tiers par l'animal. Cette condition est nécessaire alors qu'actuellement les détenteurs de chiens ne sont pas tenus de souscrire une telle police d'assurance.

Le détenteur obtient alors un récépissé et qui reste valable jusqu'à ce que le chien ait atteint l'âge de douze mois.

Finalement, pour obtenir le récépissé définitif, le détenteur doit avant l'âge de douze mois du chien:

- suivre avec son chien des cours de dressage. Ces cours de dressage sont destinés à apprendre aux chiens une obéissance aux ordres de leur maître. Les cours comprennent notamment la marche au pied avec et sans laisse, et l'obéissance aux ordres, même à distance. A la fin des séances, le chien doit subir avec succès une épreuve devant un jury de trois personnes dont un membre doit être un vétérinaire agréé;
- faire stériliser son chien s'il s'agit d'un chien d'attaque.

Si toutes ces conditions sont remplies, le détenteur obtient un récépissé définitif d'une couleur différente pour les chiens d'attaque que pour les chiens de garde et de défense.

### *Article 13.–*

A l'occasion du recensement annuel, l'administration communale distribue un formulaire destiné à contrôler si les conditions particulières concernant les chiens de la 1ère et de la 2ème catégorie telles que spécifiées à l'article 12 sont toujours remplies. Le détenteur du chien doit ainsi certifier qu'il dispose:

- d'un contrat d'assurance en cours de validité,
- d'un diplôme valable et
- d'un certificat vétérinaire attestant que le chien de la 1ère catégorie a été stérilisé.

*Article 14.–*

Les chiens d'attaque ne peuvent plus être acquis, cédés, importés ou introduits sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg à partir de l'application de la présente loi.

Cette mesure est destinée à faire disparaître progressivement ces chiens du territoire luxembourgeois et ceci dans un but de sécurité pour les personnes.

Ainsi, seuls les détenteurs actuels d'un chien de la première catégorie peuvent continuer à le détenir jusqu'à sa mort et sous les conditions prévues par la présente loi.

Une dérogation est prévue pour toute cession à titre gratuit d'un chien à une association oeuvrant dans le domaine de la protection des animaux.

*Article 15.–*

Cet article traite des cours de dressage, cours que les chiens susceptibles d'être dangereux doivent obligatoirement suivre.

Afin de pouvoir contrôler les associations ou les organisations qui organisent de tels cours, celles-ci doivent préalablement être agréées par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires. Le cas échéant, l'agrément peut être assorti d'obligations et ceci dans le but de garantir un bon déroulement des cours de dressage. Si l'organisation ou l'association ne se conforme pas aux dispositions légales ou ne respecte pas les obligations prévues par l'agrément, celui-ci peut leur être retiré à tout moment.

Le programme des cours est fixé par règlement grand-ducal ceci afin de disposer de plus de souplesse si des changements aux programmes devaient s'avérer nécessaires.

En outre, dans un but de contrôle, les associations ou organisations doivent faire approuver préalablement leur programme par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires.

Les cours de dressage sont obligatoirement clôturés par une épreuve, qui juge des facultés d'obéissance respectives des chiens. Afin d'obtenir un diplôme, le chien doit réussir cette épreuve. Le diplôme est ensuite valable pour un délai de trois ans. Ce délai concernant la validité du diplôme a été choisi dans le but de renforcer la sécurité des personnes. En effet, un chien, susceptible d'être dangereux, peut être dispensé du port d'une muselière. Cette dispense n'est possible que si le jury, lors de l'épreuve sanctionnant les cours de dressage, estime que le chien présente des facultés d'obéissance exemplaires et ne présente par conséquent aucun danger pour les personnes.

Comme le comportement d'un chien peut néanmoins varier dans le temps, il est nécessaire qu'il se présente à nouveau à une épreuve. Si, après trois ans, le chien présente toujours les conditions d'obéissance requises et qu'il réussit l'épreuve, un nouveau diplôme lui est décerné.

Par contre, si le chien ne réussit pas l'épreuve, il doit refaire les cours de dressage afin de réapprendre à nouveau les conditions d'obéissance qui sont nécessaires afin de réussir l'épreuve.

*Article 16.–*

Cet article décrit certaines restrictions de circulation pour les chiens de la 1ère et de la 2ème catégorie.

Il y a lieu de souligner que ces restrictions ne sont pas exorbitantes. En effet, elles sont nécessaires pour garantir la sécurité des personnes en évitant les accidents par morsure et pour rétablir la confiance des personnes.

Les chiens de la 1ère catégorie ne sont pas tolérés dans les transports en commun, les locaux ouverts au public et dans les lieux publics, à l'exception des bois. Leur stationnement dans les parties communes des immeubles est en outre interdit.

Ces chiens peuvent donc circuler sur la voie publique, dans les bois et les parties communes des immeubles collectifs s'ils sont muselés à moins que le diplôme attestant la réussite à des cours de dressage les dispense expressément de cette condition.

Quant aux chiens de la 2ème catégorie, ceux-ci peuvent circuler sur la voie publique, dans les locaux ouverts au public, les lieux publics, les transports en commun et les parties communes des immeubles s'ils sont muselés à moins que le diplôme attestant la réussite à des cours de dressage les dispense expressément de cette condition.

*Article 17.–*

L'article 17 stipule que l'activité de dressage des chiens ne peut être exercée que par les personnes détenant un certificat de dressage.

Le certificat est délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires pour une durée de cinq ans au vu d'un dossier validant les connaissances ou la formation et notamment les matières apprises ou l'expérience professionnelle des postulants.

*Article 18.–*

Dans son 1er alinéa, cet article restreint considérablement la pratique du dressage des chiens au mordant. Ce type de dressage ne pourra être réalisé que par des professionnels.

Ainsi cette forme de dressage n'est-elle autorisée que:

- pour des activités de sélection canine encadrées par une association ou une organisation agréée par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires;
- pour des missions liées à la surveillance et au gardiennage;
- pour des missions de sauvetage et de transports de fonds;
- dans le cadre des chiens utilisés par les services et unités de la police grand-ducale, de l'armée et des douanes.

Le 2ème alinéa de l'article rend obligatoire, pour l'activité de dressage au mordant et l'utilisation des objets et matériels correspondant à ce dressage, la détention d'un certificat de dressage et d'un certificat de capacité.

Le certificat de capacité est délivré par le ministre ayant dans ses attributions l'Administration des services vétérinaires pour une durée de cinq ans aux personnes qui disposent d'une formation spéciale et/ou d'une expérience professionnelle dans ce domaine spécifique.

Le 3ème alinéa interdit à toute personne non titulaire d'un certificat de capacité, l'acquisition, la cession et l'utilisation d'objets et de matériels destinés au dressage au mordant. En outre, la cession de ces matériels, qui doit faire l'objet d'une inscription sur un registre particulier du vendeur ou du cédant, est soumise à la présentation du certificat de capacité.

*Article 19.–*

Cet article prévoit la non-application des mesures prévues à l'article 16 aux chiens utilisés dans le cadre des:

- activités de sélection canine;
- activités de la police grand-ducale, l'armée et les douanes;
- activités de sauvetage;
- activités de gardiennage, de surveillance et des transports de fonds.

*Article 20.–*

Cet article oblige les détenteurs de chiens susceptibles d'être dangereux, d'informer immédiatement la police grand-ducale en cas de perte de leur chien. Ceci afin de garantir une intervention rapide des autorités chargées du contrôle de la présente loi.

La police grand-ducale peut le cas échéant informer le public.

### **Chapitre 3.– Dispositions pénales et constatation des infractions**

*Articles 21.– à 23.–*

Par analogie aux articles 21 et 23 de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux, il y a lieu de prévoir des dispositions pénales et des dispositions de constatation des infractions.

Souhaitant formaliser le secret professionnel des agents de l'administration des services vétérinaires ayant qualité d'officiers de police judiciaire, le présent projet propose de faire un renvoi direct à l'article 458 du code pénal.

*Article 24.–*

Cet article a trait à la mise en place d'une fourrière communale apte à pouvoir accueillir les chiens saisis en exécution de la présente loi.

Il y a lieu de remarquer que le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose actuellement pas d'une fourrière pouvant accueillir des animaux saisis. Jusqu'à présent les chiens saisis ont été acceptés par les asiles pour animaux. Or, ces asiles acceptent de moins en moins de chiens capturés, vu le nombre excessif de chiens déjà présents dans les différents asiles.

Afin de pouvoir garantir une bonne exécution de la présente loi, il est d'une nécessité absolue qu'une ou plusieurs fourrières soient créées au Grand-Duché de Luxembourg.

Les communes ont le choix de disposer elles-mêmes d'une fourrière ou de s'associer avec d'autres communes pour l'exploitation d'une fourrière.

**Chapitre 4.– Dispositions communes***Article 25.–*

Les différents modèles de déclarations, de certificats, de récépissés prévus à la présente loi seront déterminés par règlement grand-ducal afin de disposer de la souplesse nécessaire si des changements à ces modèles s'imposent.

**Chapitre 5.– Dispositions transitoires***Article 26.–*

Cet article fixe les dispositions transitoires nécessaires pour pouvoir se conformer aux dispositions de la présente loi.

**Chapitre 6.– Dispositions abrogatoires***Article 27.–*

Cet article abroge le règlement actuel concernant la taxe annuelle sur les chiens.



